La Dictature de l'Evènement [1]

Quand ,dans un pays quelconque, un parti d'opposition veut faire au gouvernement un reproche décisif, ses journaux et ses porte-paroles proclament avec énergie qu'"il faut un programme„. Il est sous-entendu que le ministère est accusé de n'en pas avoir.

Dans la majorité des cas, bien certainement, cette affirmation n'est qu'une arme électorale, qu'un lieu-commun du parlementarisme sous lequel aucune idée, — et davantage encore aucune pensée ne se cache. On dit cela comme on crie "Vive l'armée„ ou "A bas l'armée„, selon qu'on affiche des sentiments d'action nationale ou soi-disant socialistes, selon qu'on siège à droite ou à gauche, par habitude, ou — ce qui est pire — par convenance. Puis on songe au prochain relèvement de l'indemnité parlementaire et à la nécessité des longues vacances.

Je ne crois pas être pessimiste en disant que très peu des politiciens qui, vingt fois par session, adjurent leurs adversaires d'avoir un programme, (dont, d'ailleurs, ils sont eux-mèmes fort démunis), savent pourquoi ils prononcent ces mots et pourquoi — exemple rare et peut être unique — une exigence de la verité trouve son expression dans une formule parlementaire.

Il faut un programme : théoriquement l'unanimité des avis se fait sur ce point. Mais je voudrais chercher à déterminer ici ce qui fait la valeur pratique de cette proposition. Le danger, en effet, ne réside pas seulement dans les capitulations que l'absence d'un programme imposera au gouvernement et dans l'inconstance de ses décisions. Car ce n'est là qu'une forme, qu'une face du problème, et son importance reste confiinée, somme toute, dans le cadre mesquin de la lutte quotidienne et de l'électoralisme. Il faut voir la question beaucoup plus largement et dire que l'absence de programme est néfaste parce qu'elle conduit l'autorité gouvernementale à subir l'influence des évènements, — où en d'autres mots, à poser des actes illogiques et indécis sous la poussée des évènements.

Or si la base idéale d'un bon programme est "la politique de la réalité„, c'est-à-dire le constant accord entre les directives d'action imprimées, dans tous les ordres, aux forces de l'Etat par ceux qui en ont la garde, et la situation profonde, la situation réelle, (morale, économique, ethnographique ou autre) des peuples mis en cause, — rien n'est plus dangereux que la dictature des évènements.

Il y a, en effet, entre l'évènement et la réalité une difference essentielle, — et souvent une opposition tragique — et tout le problème de l'utilité d'un programme se synthétise, se résume et se concentre ici. Ceux qui, au Parlement ou dans la presse, crient à leurs adversaires qu'il leur manque un programme, feraient preuve, s'ils étaient conscients, d'une grande netteté d'esprit en prenant la défense de la réalité contre la poussée des évènements. (En fait comme un

(1) Cet article fait partie d'une séries d'essais. dont la plupart ont été publiés dans les revues françaises ou étrangères, et qui paraîtront prochainement sous le titre général : "Essais sur une politique positive„.